

POUR



RENNES

CONGRÈS

2025

FSU

JOURNAL DU CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION SYNDICALE UNITAIRE — FSU — MARDI 4 FÉVRIER 2025



CONTRE VENTS ET MARÉES

Besoin de services publics

La Creuse est un département méconnu, souvent moqué et pourtant adoré par ses habitant·es et les touristes qui osent s'y aventurer. La ruralité de ce territoire devrait pourtant être valorisée pour la qualité de vie qu'elle offre. Mais cette ruralité est souvent perçue comme un frein, un empêchement à vivre et à faire naître des initiatives de justice sociale et environnementale.

La population creusoise se sent délaissée par un État qui détruit les services publics depuis de trop nombreuses années. La fermeture de services de proximité devenus trop « coûteux », la dématérialisation de nombreuses procédures entraînant des suppressions de postes, la

politique de guichet sans service réel, n'ont fait qu'accentuer ce sentiment.

La mise en place des Maisons France Services est vue comme une chance par la plupart des élu·es et une partie de la population parce qu'elle ramène un peu d'humain dans des procédures administratives, souvent numériques, qui sont devenues de plus en plus complexes, notamment pour les personnes âgées. Néanmoins, nous ne pouvons nous en contenter. Les personnels, souvent en contrat précaire, qui y travaillent, ne jouent qu'un rôle de médiation.

En Creuse, l'école primaire reste souvent le dernier service public accessible dans les

communes. Et pourtant, la moitié des communes n'a plus d'école. Un maillage territorial, décidé en concertation avec les personnels, les élu·es et les usager·es doit pouvoir être assuré afin de ne pas désertifier certaines zones.

Afin d'améliorer l'attractivité et la qualité de vie de notre département, il est nécessaire de rendre à la Creuse des services publics de qualité et accessibles à toutes et tous. C'est un enjeu majeur à l'heure où nous voyons encore notre population décliner et de nombreuses entreprises fermer.

La FSU23 continuera à lutter pour un service public, non pas rentable, comme l'État se plaît à le rêver, mais bien adapté aux besoins du public, de façon équitable et en tout point du territoire. ♦



Solen Marche,
SD-FSU Creuse

PAROLES

SAED ERZIQAT
EN PALESTINE :
RECONSTRUIRE L'ÉCOLE
POUR CONSTRUIRE LA PAIX
P. 2

REGARDS

ALEXANDRA BOJANIC
P. 2

PARTICIPANT·ES

FSU TEIOS
SNUP CDC
P. 2

AUJOURD'HUI

ÉGALITÉ S, C'EST NOTRE
IDENTITÉ !
P. 3

AUTOUR DE NOUS

FOOT(S) DE BRETAGNE
P. 4

« Les pieds et la tête sous l'eau »

Il y a une semaine, Rennes et des communes brétiliennes ont été sévèrement touchées par une montée des eaux record qui a occasionné l'évacuation de nombreux·ses riverain·es et la réorganisation dans l'urgence de certains services publics, parmi lesquels des établissements scolaires.

Lorsqu'un arrêté préfectoral décide de la fermeture des écoles à midi le mardi 28 janvier, les professeur·es déstabilisé·es font appel à leur syndicat. Emmanuelle Maray, secrétaire départementale de la FSU-SNUipp35, leur apporte une écoute et les guide. « Il a fallu se battre pour que la solidarité puisse se faire » déclare-t-elle.

Les collègues sur le terrain ont été affecté·es : trains annulés, routes bloquées, logements endommagés. Mais leur détermination était au rendez-vous pour aider les élèves et les familles, notamment, en œuvrant avec les associations. Comment accueillir un enfant qui a dû évacuer son logement dans l'urgence ? Comment garder le lien avec les élèves quand l'école est fermée ?

La FSU-SNUipp35, portée par la volonté insubmersible des

agent·es fonctionnaires de l'Éducation, a interpellé l'administration. Elle a permis de définir un cadre souple de « continuité éducative », en lieu et place de la « continuité pédagogique » exigée par l'institution. Est-il nécessaire de rappeler que beaucoup d'habitations n'avaient toujours pas d'électricité à ce moment-là ? Elle a enfin demandé la mise à disposition d'une psychologue pour aider à l'accompagnement des élèves.

Ces épisodes d'inondations ne sont pas anecdotiques. Les catastrophes climatiques, conséquences du réchauffement, sont malheureusement amenées à se répéter. Nous avons besoin de services publics capables de répondre à de tels enjeux. ♦



En Palestine : reconstruire l'École pour construire la paix

Saed Erziqat est secrétaire général du GUPT, le seul syndicat enseignant palestinien. Il évoque la situation actuelle et les perspectives pour reconstruire l'enseignement en Palestine sous les applaudissements nourris de la salle du congrès.

Je suis secrétaire général depuis 2016. J'exerçais auparavant comme professeur de mathématiques. J'ai commencé ma carrière en 2003. Je suis très heureux et honoré d'assister au Congrès de la FSU.

Le GUPT, c'est 90 sections en Cisjordanie, 7 à Gaza et 3 hors de Palestine : en Syrie, au Liban et en Lybie. Nous syndiquons plus de 60 000 enseignants.

La situation à Gaza est difficilement imaginable. Tout est ravagé. Plus de 95 % des écoles ont été détruites. Tout est à l'arrêt. Il n'y a plus d'enseignement. Et pourtant, l'Éducation demeure un droit. Dans l'immédiat, les enfants, leurs familles et les enseignant-es cherchent à survivre. C'est leur unique préoccupation. Pas de nourriture, de vêtements ou d'abris. Nous espérons que le cessez-le-feu nous laissera un peu de répit et durera assez longtemps pour envisager une reconstruction et un retour des enfants sur le chemin de l'école.

Pour parer au plus pressé et maintenir un enseignement minimal, nous avons mis en place des classes virtuelles par visioconférence. Les enseignant-es de Cisjordanie assurent des cours pour les élèves de Gaza. C'est mieux que rien. Le réseau Internet est gratuit pour les populations afin de pouvoir au moins communiquer. On peut donc bénéficier de ces cours avec un simple téléphone.

En Cisjordanie, la situation est différente. L'armée israélienne a aussi attaqué de nombreuses villes. Des écoles ont été fermées à Naplouse et à Djénine pour protéger les élèves. Des dizaines de checkpoints ont été mis en place. Il est très difficile de se déplacer et parfois impossible de se rendre à l'École. On peut enseigner certes, mais dans des conditions beaucoup trop difficiles.

Au GUPT, nous avons des plans pour un retour à l'École dans un proche avenir, pour peu que le conflit s'apaise et que cesse la guerre. Les cours auraient d'abord lieu dans des constructions de fortune, des préfabriqués,

des containers. Nous ferons avec la précarité, dans un premier temps. Il faut remobiliser tout le système éducatif. Nous pouvons tenter de donner des cours accélérés et assurer les enseignements prévus pour deux ans en une seule année, pour essayer de rattraper le temps perdu. Le GUPT a un rôle essentiel à jouer dans

cette restructuration. Nous envisageons déjà des programmes d'accompagnement et de formation pour les enseignant-es et pour les étudiant-es, afin de sortir du tragique de la situation et d'être à nouveau en capacité d'enseigner. Soigner d'abord les plaies affectives et les traumatismes, apporter un peu de la sérénité nécessaire pour un apprentissage et une transmission efficace, tel est notre but. Nous avons mené ce type de programme en Cisjordanie avec un certain succès avec l'aide de l'Internationale de l'Éducation (IE). Nous mènerons le même genre de stages et de formations par les pair-es avec les professeur-es gazaoui-es.

La FSU et les syndicats européens dans le cadre de l'IE peuvent grandement aider l'action du GUPT. D'abord en

faisant écho à notre voix. En nous permettant de nous exprimer dans un contexte européen, en installant une pression internationale. Il nous faut aussi reconstruire et cela demande des moyens. Nous ne pouvons pas le faire seul. Vous pouvez nous aider à construire les formations de nos enseignant-es. Avec le GUPT, nous avons apporté une aide matérielle et financière pour

près de 4 000 professeur-es à Gaza. Cet argent provient de l'IE qui nous a grandement aidé-es. ♦



Soigner d'abord les plaies affectives et les traumatismes pour un apprentissage et une transmission efficace



Saed Erziqat remet à Benoît Teste une plaque scellant l'amitié et la solidarité entre la FSU et le GUPT.



Alexandra Bojanic
Collectif d'animation du secteur
International de la FSU

L'activité internationale de la FSU : enjeux et engagements

La FSU porte ses revendications au sein de l'Internationale de l'Éducation (IE) et du Comité syndical européen de l'Éducation (CSEE), intervenant sur le droit à l'éducation, les discriminations LGBTQIA+, l'égalité professionnelle, la lutte contre les violences faites aux femmes, la liberté académique, la pénurie d'enseignant-es, l'inclusion et d'autres enjeux fondamentaux. Elle peut également donner un avis sur des textes de l'Union européenne. Membre du Comité syndical francophone de l'Éducation et de la Formation (CSFEF), elle y renforce son action commune avec les syndicats francophones.

Un syndicalisme international en action

La FSU entretient des liens avec la CSQ (Québec), la CGTP-IN (Portugal) et d'autres syndicats menant des combats communs pour la défense des services publics et de leurs personnels. L'adhésion à l'EPSU (European Federation of Public Service Unions) de la FSU renforce son rôle et sa reconnaissance à l'échelle européenne sur les enjeux liés aux services publics et à la Fonction publique.

Solidarités internationales

Sur la question de l'Ukraine, la FSU s'est engagée activement dans toutes les actions de solidarité syndicale, participant aux cadres intersyndicaux et soutenant l'organisation de deux convois de solidarité.

Concernant la Palestine, elle poursuit son engagement aux côtés du Collectif National pour une Paix Juste et Durable avec de nombreuses initiatives locales.

Face aux atteintes aux libertés, la FSU défend les enseignant-es persécuté-es et exige la libération des syndicalistes emprisonné-es. Elle privilégie l'action intersyndicale, notamment avec le collectif Iran, qui organise des mobilisations en soutien aux Iranien-nes et au mouvement « Femme, Vie, Liberté ».

On pourrait croire cette solidarité uniquement symbolique, mais les témoignages de nos camarades montrent qu'elle peut améliorer les conditions de détention et offrir un soutien moral essentiel.



S'opposer à la loi du plein emploi

Notre syndicat la FSU TEIOS est composé de quatre secteurs. Le secteur Travail avec les agent-es du ministère du travail et des solidarités tels que les inspecteurs-trices du travail, les agent-es des directions régionales et interdépartementales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DRIEETS)... Le secteur Emploi avec les agent-es et salariés de France travail. Le secteur Insertion avec tous les acteurs de l'insertion, salarié-es des missions locales, des Cap emploi, de l'intérim de l'insertion... Le secteur Organismes Sociaux, le plus récent de notre syndicat puisqu'ils ont intégré la TEIOS en 2021 est constitué des salarié-es de la CARSAT (Caisse d'allocation retraite et santé au travail). Ce secteur peut syndiquer toutes les personnes travaillant dans les organismes sociaux (CAF, CPAM, CNAV...). Nous sommes en lutte contre la réforme inscrite dans la loi « plein emploi », sur l'intégration des allocataires du RSA et de leur suivi. Nous demandons l'abrogation de cette loi inique. ♦

Mirabelle Lemaire, secrétaire générale de la FSU TEIOS



Absent au congrès mais présent dans l'action !

Le SNUP CDC (Syndicat national unitaire des personnels du groupe de la Caisse des dépôts et consignations) a été créé le 13 juillet 2007 pour apporter du sang nouveau à la Caisse des Dépôts avec la mise en place d'un syndicat de proximité, combatif, réactif et revendicatif. Le combat du SNUP CDC, c'est la défense de l'Établissement public et de ses personnels avec pour slogan : « L'Établissement public est votre choix, vous défendre est notre combat ». Le SNUP CDC accompagne donc au quotidien les quatre populations présentes : Les fonctionnaires d'Etat, les contractuel·les de droit public, les salarié·es de droit privé et les statutaires mines. Il siège au Comité Unique de la Caisse des dépôts et il négocie l'ensemble des accords. Ses élu·es participent également à la gestion des œuvres sociales.

En 2025, le SNUP CDC va renégocier un accord cadre triennal relatif à l'emploi, aux parcours professionnels et aux compétences. ♦

Eric Boubet, secrétaire général du SNUP CDC



AUJOURD'HUI

Égalité.s, c'est notre identité !

Depuis plus de 20 ans, la FSU est engagée dans la lutte contre les LGBTQIAphobies. Forte de cette expérience, elle se montre combative dans différents domaines.

Le secteur Droits et Libertés de la FSU s'occupe de ces questions. Cela commence par un travail de veille, dans les médias et dans les informations provenant des ministères, pour s'assurer que les droits LGBTQIA+ sont respectés dans nos services publics et interpeller les administrations.

Ce travail ne serait pas possible sans les sections qui œuvrent quotidiennement auprès des personnels en leur apportant leur soutien et en les accompagnant face à l'administration.

Pour que les sections de la FSU puissent s'emparer du sujet, l'information au sein de notre organisation et de ses syndicats est nécessaire. Par des interventions en CDFN et des publications, nous irriguons notre sphère militante.

Des stages sont également organisés, tant au niveau national qu'en section. Les sujets sont généralement en lien avec l'actualité. L'identité de genre occupe une place importante dans les débats actuels. Il est donc important que notre fédération dans son ensemble en soit informée. Une publication sur le sujet sera mise à disposition d'ici le mois de mars. Mais notre action ne se limite pas à de l'information et de la formation. Partout où cela est possible, nous participons aux marches et aux villages des fiertés. Nous sommes également présent·es chaque année au Printemps des associations sur Paris.

L'affaire de toutes et tous
Au-delà du cadre national, la FSU participe à des webinaires et autres conférences internationales sur les sujets LGBTQIA+, avec l'IE et dernièrement l'EPSU.

Afin de défendre au mieux le sujet, la FSU n'est pas restée seule et a tissé un réseau de partenaires.

Ainsi, nous entretenons un partenariat fort avec la Défenseure des droits dans le cadre de la lutte contre les discriminations. Nous relayons leur plateforme antidiscriminations.fr et leur envoyons des collègues lorsque nous estimons leur situation problématique. De leur côté, ils nous apportent leur soutien juridique et nous proposent des formations.



Dans le cadre du collectif éducation contre les LGBTIphobies nous participons également à certains comités d'entente de la DDD.

Formé au printemps 2004, le Collectif éducation contre les LGBTIphobies en milieu scolaire et universitaire* réunit maintenant douze organisations représentant l'ensemble des acteur·rices de la communauté éducative. Il regroupe une fédération de parents d'élèves, des syndicats de personnels (enseignement public et privé), ainsi que des syndicats d'étudiant·es et de lycéen·nes.

Le milieu éducatif n'est hélas pas exempt d'actes homophobes ou transphobes, qu'ils soient exercés ou subis par des élèves, leur famille ou des adultes de la communauté éducative. Pour toutes ces organisations, l'école doit remplir pleinement ses missions d'éducation à la citoyenneté, d'apprentissage du « vivre ensemble » et du respect. C'est la raison pour laquelle elles ont associé leurs forces pour un projet commun : faire reculer les discriminations liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre et éduquer à l'égalité en milieu scolaire. Au sein de ce collectif, ces associations mènent réflexions, actions, démarches de sensibilisation, portent leurs revendications auprès des différent·es acteur·rices et institutions en lien avec le système éducatif.

La force du collectif

La FSU, à la suite du SNES, a rejoint l'interLGBT en 2003. L'interassociative, créée en 1999 fut à l'origine constituée pour « lutter contre les discriminations fondées sur les mœurs, l'orientation ou l'identité de genre, dans le cadre de la promotion des

droits humains et des libertés fondamentales » en plus de l'organisation des événements festifs pour la visibilité des causes LGBT. Pour alimenter les réflexions dans son dialogue politique et social, le SNES, puis la FSU, sont apparus comme des alliés de choix pour la délégation sur l'éducation et les services publics.

Philippe Castel, qui avait constitué un groupe LGBT au SNES, puis à la FSU, a été contacté par l'interLGBT et il est apparu assez naturel que notre fédération en devienne membre actif.

Depuis lors, la FSU s'est associée aux actions et aux choix de l'interLGBT. Ses positions y sont respectées et ses interventions largement écoutées, dans la délégation sur l'Éducation, mais également au-delà, pour sa dimension nationale et auprès des travailleur·ses de la fonction publique. Parmi les apports de l'interLGBT, nous pouvons relever plusieurs propositions de loi. Côté FSU, la participation permet de rester en phase avec les associations LGBTQIA+, d'être reconnu par ces dernières comme une fédération de syndicats soutenant cette thématique. ♦

* FCPE, Fep-CFDT, Ferc-CGT, FSU, Sgen-CFDT, Sud Education, UNSA Education, Solidaires étudiant·es, FIDL, UNEF, USL, l'Union étudiante.

CHIFFRE DU JOUR

103

C'est le nombre de militantes et militants de la région qui se relaient cette semaine pour vous accueillir et assurer une organisation au top ! **Trugarez !**

casden La banque coopérative de la Fonction publique

COMME NOUS, REJOIGNEZ LA CASDEN, LA BANQUE DE LA FONCTION PUBLIQUE !

Mark, Maria-Elisabeth, Patrick, Tivoli, agents de La Fonction publique

casden.fr | Retrouvez-nous chez BANQUE POPULAIRE

SECAFI GROUPE ALPHA

INVESTIS À VOS CÔTÉS POUR LA DÉFENSE DE L'EMPLOI ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL DES SALARIÉS

- » Réorganisation, déménagement, fusions, suppressions de postes
- » Télétravail et nouvelle organisation du travail
- » Risques professionnels, stress et risques psychosociaux
- » Accompagnement à la délégation d'enquête
- » Égalité Femmes-Hommes
- » Expertise, formation et appui conseil aux équipes syndicales

40 ans d'expérience en matière de Santé, Sécurité et Conditions de Travail. 200 experts spécialisés à votre service.

Patrick Loire, Associé, Secteur Fonction Publique
06 72 93 12 19 • patrick.loire@secafi.com

BORDEAUX • LILLE • LYON • MARSEILLE • METZ • NANTES • PARIS • TOULOUSE



On assure ceux qui assurent l'avenir des citoyens de demain.

MAIF, assurance n°1 des enseignants*.



* Enquête en ligne YouGov France commandée et réalisée pour le compte de la MAIF en février 2023 auprès de 500 professeurs, instituteurs ou enseignants en activité âgés de 18 ans et +. MAIF - société d'assurance mutuelle à cotisations variables - CS 90000 - 79038 Niort cedex 9. Entreprise régie par le Code des assurances.

MON PREMIER CONGRÈS FSU



Marina Caro-Nédellec enseigne l'Histoire-géo – en breton ! – au lycée Macé de Rennes. Après avoir participé deux fois au congrès du SNES-FSU, elle a hâte d'expérimenter celui de la fédération qui se tient dans sa ville, pour échanger avec les autres professions et les différentes académies.

C'est par la langue bretonne que notre Rennaise commence à militer au SNES-FSU en 2019, en siégeant au Conseil académique des langues régionales. Depuis, elle s'est investie dans de nombreuses missions syndicales : accompagnement des stagiaires dans la section régionale, CAN et CFR pour le SNES-FSU, commission écologie, interorga féministe et CDFD pour la FSU35 et enfin mission FSU académique et nationale sur les langues régionales ! Écologie, droits des femmes, international, langues régionales, autant de sujets sur lesquels Marina pourra apporter son regard avisé durant cette semaine, au sein de la délégation de la FSU35. Et si elle a été rapportrice

pour le thème 2 dans son congrès départemental, elle se pique de curiosité pour l'ensemble des textes. Mais un congrès c'est aussi des moments conviviaux et Marina nous délivre quelques bonnes adresses dans la capitale bretonne : le Bloom Pop bar, le restaurant l'AlgoRythme, le Musée de Bretagne et son café des Champs Libres, le planétarium de l'Espace des sciences. Dans tous les cas RDV pour la soirée festive car Marina, qui pratique différentes danses, compte bien investir la piste ! ♦

PUBLICITÉ

LE MENU DU JOUR

DÉJEUNER • BOCAL

- Cheese cake à l'avoine, brousse de brebis, viande de grisons
- Mini penne pesto
- Fromage
- Tarte citron meringuée



DÎNER • PLAT À PARTAGER

- Œuf mayo basilic, magret fumé
- Kig Ha Farz revisité (Pot au feu Breton)
- Salade de fruits au sirop infusé

AUTOUR DE NOUS

FOOT(S) DE BRETAGNE

Entre tradition et modernité

Encourager le Stade Rennais F.C. (SRFC) ce soir au Roazhon Park lors des huitièmes de finale de la Coupe de France de football ? C'est que nous avons imaginé. Mais il faut le reconnaître, nous ne sommes plus en lice pour remporter le trophée cette année. En revanche, trois autres clubs bretons (Saint-Brieuc, Brest et Guingamp pour ne pas les citer) tenteront ce soir et demain de se qualifier, avec bien évidemment tout notre soutien.

Un sport pour toutes et tous

Le sport, fort heureusement, ne se résume pas au foot. Et encore moins le sport breton. Nous aurions donc pu vous parler du palet breton, véritable institution des terrasses Rennaises dès le retour des beaux jours (à ne pas confondre avec le délicieux truc rond plein de beurre), de la galoche bigoudène (qui n'est pas un baiser langoureux sous une coiffe), ou encore du gouren (lutte bretonne, qui selon Obélix n'a rien à envier à son homonyme gréco-romaine).

Mais s'il est un sport dans lequel Bretonnes et Bretons performant, notamment sur la scène internationale, c'est bien le football gaélique. « *Encore du foot !* », nous direz-vous. Certes, mais ce foot-là, contrairement à l'autre « pied-balle » plus connu, se veut inclusif, émancipateur et fédérateur : un phénomène qui allie esprit d'équipe, convivialité et solidarité, tout en réinventant le paysage sportif breton.

Prenez quelques bases de football, ajoutez un peu de rugby, saupoudrez le tout de handball et vous obtenez le football gaélique. Sur le terrain, deux équipes de 15, et en plus du classique but de football, des poteaux de rugby. Le but du jeu ? Marquer des points en envoyant le ballon dans les filets adverses, soit par des buts ou en l'envoyant entre les poteaux. Un mélange dynamique et rapide qui exige une grande endurance, des compétences techniques et un solide esprit d'équipe.

Sport traditionnel ultra-populaire en Irlande, le football gaélique ne s'est développé que récemment en France, et il a naturellement trouvé un terreau fertile dans une Bretagne fière de sa culture celtique. C'est au début des années 2000 qu'il commence à s'y structurer, avec la création de clubs souvent animés par des passionnés d'origine irlandaise. La Bretagne est aujourd'hui le foyer principal du football gaélique en France, avec 10 clubs et 1/3 des 300 licenciés français. L'engouement ne fait que croître, surtout côté féminin, car ce qui rend ce sport encore plus beau, c'est la place que les femmes s'y sont



faites. Le football gaélique féminin a pris son envol dans les années 1970 en Irlande avec le combat de joueuses pour prendre part à ce sport qui leur était interdit. Aujourd'hui, la mixité est fréquente dans les équipes et entraînements et les valeurs de solidarité et entraide y priment sur la compétition acharnée. La Bretagne étant une région avec un très fort ancrage du sport amateur, le football gaélique n'échappe pas à cette logique d'accès pour toutes et tous, indépendamment du niveau. Ceci est en partie dû à la relative « jeunesse » de ce sport en France, comme l'explique Tiphaine Léon, prof d'EPS à Rennes, militante SNEP-FSU et capitaine de l'équipe de France féminine vice-championne du monde 2023 : « *C'est aussi dû au sport en lui-même, c'est un sport très récent, donc au départ quand les clubs ont été créés, il y avait très peu de licenciés, garçons et filles se mélangeaient. Puis petit à petit, le nombre de licenciés augmentant, on a pu commencer à démixer* ». Il y a aujourd'hui une forte présence féminine dans les clubs bretons, notamment celui de Rennes, Ar Gwazi Gouez (Les oies sauvages) dont l'équipe féminine, avec sa capitaine Tiphaine, a remporté sept fois le championnat de France. ♦



Tiphaine Léon, capitaine de l'équipe féminine de Rennes et de l'équipe de France :

« *Il y en a qui viennent de la danse, de la gym ou de l'équitation, c'est assez marrant. Mais globalement, la majorité vient des sports collectifs, donc tout le monde a des bases et on progresse très vite. Et les gens restent surtout parce qu'il y a une bonne ambiance.* »



Pour approfondir

Nous ne saurions mieux vous conseiller que l'excellent podcast sport et société *Goal-Volant*, animé par des militants de la FSU35 et disponible sur toutes vos plateformes de baladodiffusion préférées, notamment les épisodes sur le football gaélique, le sport en Bretagne ou l'EPS.

REMUE-MÉNINGES

Chaque jour, retrouvez ici un jeu concocté par vos camarades hôtes. Découpez et déposez votre bulletin-réponse dans l'urne située au stand de la FSU35. Un tirage au sort désignera le ou la gagnante qui pourra venir retirer son lot au stand.

SOLUTION DU JEU DU LUNDI 03 FÉVRIER Le mot à trouver était : **SYNDICALISME**

Aujourd'hui, nous vous invitons à retrouver, à l'aide des indices contenus dans cette image, 5 Bretonnes et Bretons célèbres.



Vos réponses :

-
-
-
-
-

Nom : Prénom : SD/SN : Tél :



Victoria, professeure des écoles.

S'engager auprès de ceux qui se mettent au service des autres, c'est ça être assurément humain.



GMF ASSURANCES - Société anonyme au capital de 181 385 440 euros entièrement versé - Entreprise régie par le Code des assurances - R.C.S. Nanterre 398 972 901 - APE 6512Z - Siège social : 148, rue Anatole France 92300 Levallois-Perret. © Julien Magre



Agents actifs de la fonction publique de l'État, profitez aussi des **Chèques-Vacances !**

Épargnez entre 4 à 12 mois, recevez un abondement de l'État de 10 à 35% du montant de votre épargne... et profitez !

POUR EN SAVOIR + : www.fonctionpublique-chequesvacances.fr



Agence Nationale pour les Chèques-Vacances - 36, Boulevard Henri Bergson - CS 50159 - 95201 Sarcelles Cedex - Établissement public industriel et commercial - 326 817 442 RCS Pontoise - N° TVA Intracommunautaire FR 06 326 817 442 - Immatriculation ATOUT France : IM095130003 - Garant : GROUPAMA ASSURANCE-CRÉDIT - Assurance CP : MAIF Photos ©Getty Images. Réalisation : Compos Juliot.

AUX CÔTÉS DES PERSONNELS D'ÉDUCATION DEPUIS 120 ANS

Pour adhérer à l'LASL

→ Téléchargez le bulletin d'adhésion

→ Contactez votre délégation <https://infos.autonome-solidarite.fr/contacter-lasl>

UNICORP - 01 83 75 65 12 - © Photos Shutterstock - Décembre 2024 - 15774 - 16183

On s'engage pour celles et ceux qui s'engagent.

MGEN. Première mutuelle des agents du service public
On s'engage mutuellement



MGEN, membre du groupe VVY, est une mutuelle régie par le Code de la mutualité et la première mutuelle en collaborateurs individuelles. Classement Argus de l'Assurance, oct. 2024. © Illustration : Camille Huinea

PUBLICITÉ